

« L'Europe doit garantir l'Etat de droit »

Le dirigeant suédois Stefan Löfven espère plus de solidarité au sein de l'UE sur les réfugiés

ENTRETIEN

STOCKHOLM - correspondante

Premier ministre suédois depuis 2014, le social-démocrate Stefan Löfven a commencé un second mandat en janvier, en formant un gouvernement minoritaire avec les Verts grâce au soutien au parlement des centristes et des libéraux, soucieux de ne pas s'allier à l'extrême droite après les législatives de septembre 2018.

Le cordon sanitaire contre l'extrême droite a tenu, mais les Démocrates de Suède continuent de progresser. Est-ce la bonne stratégie ?

Oui, pour la simple raison que nous ne pouvons pas coopérer avec un parti qui vient directement de la mouvance néonazie. Ce ne sont d'ailleurs pas seulement ses origines qui posent problème, mais ce que le parti défend aujourd'hui, les déclarations au Parlement d'un élu qui se demande si les juifs peuvent être suédois.

Vous gouvernez sur la base d'un programme adopté avec les centristes et libéraux. Cela ne risque-t-il pas d'affaiblir votre projet social-démocrate ?

Cet accord a le soutien des militants, qui sont conscients que l'alternative aurait été le gouvernement le plus conservateur qu'a connu la Suède depuis des décennies, avec les conservateurs et chrétiens-démocrates

soutenus par l'extrême droite. Nous avons fait un choix stratégique. L'accord comprend des mesures que je n'aurais pas adoptées si j'avais gouverné seul. Mais avec 28,3 % des votes, vous ne pouvez pas décider de tout.

Comment expliquez-vous ce score, honorable mais historiquement bas dans votre pays ?

D'abord, la situation au Parlement a changé. Il y avait cinq partis. Nous sommes huit désormais. La crise de 2008, combinée à huit ans de politique de droite, a accru les inégalités et le sentiment d'insécurité sociale. Dans ce contexte, il n'est pas compliqué pour un parti populiste de gagner des voix, en proposant des solutions simples.

Ce vote est aussi l'expression d'une inquiétude face à une société qui a beaucoup changé, avec l'arrivée de 160 000 demandeurs d'asile en 2015.

Etais-ce trop ?

Nous avons modifié notre politique d'accueil fin 2015, parce qu'elle n'était pas durable. Désormais, nous sommes au même niveau que l'UE. 70 000 déboutés ont quitté le pays depuis cinq ans. C'est au sein de l'Europe que nous devons agir, défendre le droit d'asile, mais aussi mener une politique migratoire commune, qui inclue une politique européenne de développement, pour combattre la pauvreté en Afrique. Nous devons aussi faire en sorte que nos frontières exté-

rieures fonctionnent. On ne peut pas dire à trois ou quatre pays qu'ils doivent se débrouiller.

Dans certains pays de l'Union européenne, l'Etat de droit recule. Quelle doit être la position de l'Europe ?

La Commission s'est saisie de cette question et il est indispensable qu'elle la fasse car il s'agit des fondations même de l'UE. Si nous sommes affaiblis, cela nous affectera tous, face à des pays comme les Etats-Unis, la Chine, l'Inde ou la Russie. Dans le contexte actuel, l'Europe doit donc garantir l'Etat de droit et réagir quand des pays ne sont pas à la hauteur – la Hongrie, la Pologne, mais aussi la Roumanie, où malheureusement les sociaux-démocrates ont soutenu l'assouplissement de la législation anticorruption.

Avec le Brexit, vous perdez un de vos principaux alliés. Quel est l'impact pour la Suède ?

Nous avons en effet souvent [avec le Royaume-Uni] des opinions similaires sur la plupart des sujets. J'aurais préféré qu'ils restent. Mais les Britanniques ont voté. La Suède a toujours été favorable à un processus de sortie aussi pragmatique que possible. Nous devons garder de bonnes relations avec le Royaume-Uni. C'était la bonne décision de lui accorder un délai supplémentaire, en espérant qu'il débouche sur un accord. La Suède, elle, ne reste pas sans alliés. Nous travaillons avec les pays nordiques et baltes. Nous

Il est crucial que la France et l'Allemagne aient un bon dialogue, sans pour autant qu'elles dirigent l'Europe»

avons aussi une excellente collaboration avec la France, l'Allemagne, les Pays-Bas, le Portugal ou l'Espagne. L'Union à vingt-sept continuera de fonctionner.

Que pensez-vous d'une Europe à plusieurs vitesses ?

Elle existe déjà. L'important est que chaque pays puisse participer dans les domaines où la coopération peut être approfondie. Mais il faut que le pouvoir de décision reste au niveau des Vingt-Sept. Si non, ce ne sera plus démocratique. Il est crucial aussi que la France et l'Allemagne aient un bon dialogue, sans pour autant qu'elles dirigent l'Europe. Mais ni M. Macron ni Mme Merkel ne le souhaitent.

Comment sortir la social-démocratie de la crise ?

Dire que cela va mal partout ne donne pas une image correcte. Dans certains pays, les sociaux-démocrates sont en bonne position, dans d'autres moins. S'il y a un point commun, ce sont les idées que nous promouvons et qui parlent aux électeurs : l'inclu-

sion, la solidarité, la cohésion. Nous devrions le mettre plus en avant au sein du Parti socialiste européen. Les gens ne veulent pas être abandonnés à leur sort. Face à la globalisation, la numérisation, aux changements démographiques, il faut une société robuste.

Prendons le climat : la transition écologique peut être perçue comme une menace. Nous mettons en avant l'opportunité qu'elle représente. Les nouvelles technologies, les technologies propres, ne permettent pas seulement de lutter contre le changement climatique, elles créent des emplois. Nous sommes conscients que cela exige des changements au niveau individuel. Certains devront trouver un nouveau travail. Mais l'Etat sera présent, en assurant qu'ils puissent suivre une formation, développer leurs compétences.

Ce qui permet d'éviter un mouvement tel que les « gilets jaunes » ?

Exactement. Tout le monde doit se sentir impliqué. Si vous faites de la transition écologique quelque chose de difficile, que les gens ont l'impression de devoir payer de leur poche, alors il y aura des réactions. En Suède, nous avons annoncé un transfert de taxe de 15 milliards de couronnes [2 milliards d'euros] sur quatre ans : le prix des combustibles va augmenter, mais c'est de l'argent qui sera ensuite reversé par des baisses d'impôt. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR ANNE-FRANÇOISE HIVERT